A l'attention de Mme Isabelle DUMONT,
Ambassadrice désignée de France en Turquie

Les syndicats français affiliés à la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics[1] (FSESP/EPSU), Interco-CFDT, Santé sociaux CFDT, Protection sociale Travail Emploi CFDT, Fédération CGT Santé Social, Fédération CGT des Services publics, Fédération Nationale des Mines et de l'Energie CGT, Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT, Fédération Générale des Fonctionnaires-FO, Fédération FO des personnels des Services publics et des Services de Santé, FO Energie EDF SA, Fédération Syndicale Unitaire FSU, UNSA Fonction publique, ont appris que les domiciles de dirigeants syndicaux et d'autres personnes ont été perquisitionnés par la police turque aux premières heures du 26 novembre. Notre collègue syndicaliste, Remzi Çalışkan, président de Genel-İş et vice-président de la confédération turque DİSK, figure parmi les personnes arrêtées. Kemal Göksoy, président de la branche de Mersin de Genel-İş, a également été arrêté.

Ces arrestations ont été effectuées illégalement, au mépris des droits et libertés fondamentaux. Leur détention est injustifiée - aucune raison n'a été fournie et les avocats se sont vus refuser l'accès aux dossiers. Il semble que la détention soit arbitraire.

Le comité exécutif de Genel-İş a condamné ces actions, avertissant que la Turquie s'éloigne des principes de la démocratie et de l'État de droit, les pratiques injustes devenant de plus en plus fréquentes. KESK a également rapporté que ses membres ont été placés en détention. Notre collègue

[1] https://www.epsu.org/

Remzi, qui a participé au Congrès de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) à Bucarest au début de l'année et au Comité exécutif de la FSESP à Bruxelles (20 novembre), s'est exprimé en faveur des droits des travailleurs et a réclamé la justice sociale pour la classe ouvrière, tout en défendant la démocratie, la justice et l'égalité.

Outre les syndicalistes, des journalistes membres de l'Union turque des journalistes, affiliée à la Fédération internationale des journalistes, ont également été arrêtés.

Notre collègue Remzi est membre du Comité exécutif de la FSESP comme nous et nous le rencontrons régulièrement dans ce contexte. Le Conseil exécutif de notre fédération syndicale internationale, l'Internationale des Services Publics (ISP), a condamné ces arrestations. Veuillez trouver la déclaration ci-jointe.

Les syndicats français condamnent fermement ces actes d'arrestations arbitraires de dirigeants et de militants syndicaux et nous exigeons leur libération immédiate. Le syndicalisme n'est pas un crime.

Nous vous demandons de bien vouloir transmettre d'urgence nos préoccupations au gouvernement turc et de bien vouloir suivre l'affaire et les éventuelles audiences si le syndicaliste n'est pas libéré.

Nous comptons sur vous pour traiter avec une vigilance particulière cette situation dramatique afin d'obtenir des résultats concrets qui mettront fin à cette situation aberrante.

Nous vous prions d'agréer Madame l'ambassadrice nos salutations distinguées.

Les syndicats français Interco-CFDT, Santé sociaux CFDT, Protection sociale Travail Emploi CFDT, Fédération CGT Santé Social, Fédération CGT des Services publics, Fédération Nationale des Mines et de l'Energie CGT, Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT, Fédération Générale des Fonctionnaires-FO, Fédération FO des personnels des Services publics et des Services de Santé, FO Energie EDF SA, Fédération Syndicale Unitaire FSU, UNSA Fonction publique.

Paris, le 10 décembre 2024